

Edito

Permettre aux habitants de s'approprier une partie de l'animation locale et de recréer du lien social grâce à des télévisions participatives nécessite quelques moyens. Lors du séminaire de la fédération à Aix, nous avons pu constater que les budgets des membres oscillaient pour une large part entre 100 000 et 200 000 €. Ce n'est pas le cas de tout le monde bien sûr : certains projets ont des budgets qui s'approchent plus de zéro tandis que pour certaines structures beaucoup plus grosses, la télé n'est qu'une de leurs activités sociales. En moyenne cependant, une télévision participative ne représente souvent que le dixième du prix d'une télévision locale classique. Pourtant, assurer un financement pérenne pour ce dixième n'est pas chose facile...

Les télévisions associatives ne bénéficiant pas du fond de soutien contrairement aux radios, chaque structure a du trouver ses propres solutions : les emplois aidés tout d'abord (emploi jeunes...) tant il est vrai que la grande majorité des coûts d'une télévision participative vient de la nécessité d'avoir un ou quelques permanents pour coordonner et animer la dynamique avec les habitants ; Mais également un secteur "pro" pour la réalisation de formations ou de films commandités, des subventions (qui sont de plus en plus accordées pour des projets ponctuels), parfois des souscriptions, etc.

Si la situation était précaire, l'évolution de ces types de financements est peu encourageante. D'autres pistes s'ouvrent cependant : la régionalisation qui devrait nous permettre de renouveler nos échanges avec les collectivités locales, la publicité et le mécénat, peut-être même de nouveaux types de modèles économiques sur l'exemple de quelques projets

innovants dans notre toute nouvelle société de l'information ?

Ensemble, nous devons chercher, inventer de nouvelles approches qui nous permettront d'assurer notre viabilité économique d'une façon compatible avec le délicat équilibre qui permet l'implication des habitants de nos pays et quartiers. C'est un des enjeux majeurs de nos échanges cette année et de notre séminaire cet automne à Chateauroux : Vivre, nous développer... sans perdre notre Ame !

Jean-Michel Cornu

Dans ce numéro :

Le réseau des TV associatives - P 2
Association Ciné Village, TLVA, Télé Millevaches, Télé Tou Tim

**Le séminaire de la fédération
à Châteauroux – P 4**

Petites annonces

Ciné Village

organise le 28 mai 2004 un Festival de reportages en partenariat avec l'association locale de photographie Arc en ciel.

Bulletin d'adhésion 2004 à la fédération
Merci de renvoyer votre adhésion
avant le 31 mai 2004.

Le séminaire 2004 de la fédération

Les 9, 10 et 11 septembre 2004
à Châteauroux, sur le site de TLC

A noter dans vos agendas !

Ce séminaire fera suite à 3 rencontres internes à la Fédération ces 5 dernières années :

- le séminaire de Trégastel – septembre 1999 : Les nouvelles technologies au service de la TV associative.

- le séminaire d'Aix-en-Provence - octobre 2001 : L'état des lieux des TV associatives de proximité, la reconnaissance de ces télévisions par les institutions nationales et locales.

- le séminaire des Aldudes - octobre 2002 : Perspectives sur 5 ans des Tv associatives, identification des besoins en local et pour la fédération.

Ces rencontres en interne, ponctuées par les rencontres internationales (universités européennes 2001 et 2003) nous permettent de faire un état des lieux des TV associatives de proximité et de définir les grands axes de travail de la Fédération.

En 2004, deux thèmes ont été choisis : l'économie des télévisions associatives et la formation à l'audiovisuel participatif.

1) Les nouveaux modèles économiques :

La décentralisation donnant de plus en plus de pouvoir aux Régions et aux Pays, ces institutions locales devraient être particulièrement intéressées par la dimension de développement local et d'aménagement du territoire qu'impliquent nécessairement les TV associatives de proximité.

Qui sont les interlocuteurs, quels pouvoirs sont donnés à ces collectivités territoriales, comment les vidéos des pays et des quartiers peuvent ils se positionner dans ce partenariat local ?

Nous organiserons une réunion de travail avec l'A3P

(Association pour la promotion des Pays).

La réglementation autorise depuis le 1/01/2004 les TV locales à utiliser les ressources de la publicité sur la (grande) distribution.

Cette démarche lucrative, qui est celle des TV commerciales, peut elle être engagée, dans une moindre mesure, par les Vidéos des Pays et des quartiers sans pour autant nuire à leur éthique de TV associatives non commerciales ?

Quelles formes peut prendre la publicité dans le cadre de TV participatives dont l'objet est avant tout le développement de la vie socio-culturelle locale ?

Enfin, comment créer des partenariats locaux entre plusieurs télévisions locales, afin de valoriser les acquis, de diminuer les contraintes matérielles et humaines, et donc, financières ?

Des diffusions auront lieu les deux premiers soir.

2) La formation des porteurs de projets de télévisions associatives

Le séminaire proposera un bilan des formations 2004 et les lignes directrices des formations 2005.

Il s'agira de préciser la démarche commune de formation à l'audiovisuel participatif dans la Fédération et de définir les acquis de l'expérience des bénévoles et des salariés des TV associatives afin d'envisager une validation de ces acquis.

Participation de l'APCVL (Atelier Production Centre Val de Loire) qui a une mission régionale de formation et d'éducation à l'image, de l'AFPA d'Issoudun dont le maire envisage la création de formations dans ce secteur.

► Membres du bureau 2003-2004 de la fédération :

Nicole Alix, présidente
Dominique Fleurat, trésorière
Antoine Dufour, secrétaire
Jean-Michel Cornu, vice président
Ximun Carrere, vice président
François Bernard, trésorier adjoint